
[Les plantations industrielles de palmiers à huile, un mode d'exploitation qui porte atteinte aux populations forestières et à leurs territoires](#)

Cette année, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres célébrée le 21 septembre, le WRM et d'autres organisations et réseaux mondiaux ont publié une déclaration où ils condamnent l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile, expansion qui comporte un nombre croissant d'effets négatifs sur l'économie, la société, la culture et l'environnement. Une fois de plus, dans l'espoir de rompre le silence qui entoure les agressions subies par les communautés dont les territoires sont envahis et encerclés par ces plantations, nous clamons: les plantations ne sont pas des forêts!

Les plantations industrielles de palmiers à huile sont le type de monoculture qui s'est répandu le plus rapidement pendant les dernières décennies. Dans la période 1990–2010, ces plantations ont triplé dans le monde entier, surtout en Indonésie et en Malaisie. Et au cours des quinze dernières années, plusieurs traités de libre-échange sont venus favoriser la vague d'expansion, non seulement en Indonésie et en Malaisie mais aussi dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine. D'autre part, la tendance à l'expansion des plantations de palmiers à huile est due aussi à la demande de plus en plus forte d'agrocarburants, surtout en Europe.

Dans le cadre de leur politique de «responsabilité sociétale», les entreprises de plantation de palmiers sont en train de prendre des engagements (volontaires) dans le but d'atteindre l'objectif dénommé «zéro déforestation». Or, d'après de nombreuses plaintes recueillies sur le terrain, les entreprises auraient commis, a posteriori, de nombreuses violations des lois environnementales et sociales. Le plus inquiétant de tout, c'est que les engagements en question ne visent pas à freiner l'expansion du palmier à huile mais à donner une «façade verte» au secteur des plantations. Ainsi, en maintenant la logique de l'expansion illimitée, ces engagements comportent le danger que davantage de communautés perdent leurs terres et leurs moyens d'existence.

De même, l'intérêt croissant des entreprises à l'égard des forêts, et des arbres en particulier, vient du fait que les forêts et les arbres sont devenus très importants pour le «capitalisme vert». Leur capacité de stockage de carbone et leur biodiversité sont utilisées pour générer des crédits de carbone ou de biodiversité, qui peuvent ensuite être vendus à des pays et à des entreprises polluées, soit pour «compenser» la destruction dont ils sont responsables ailleurs, soit pour obtenir des bénéfices sur les marchés financiers.

Des systèmes tels que REDD+ et d'autres du même genre, qui proposent de financer la conservation des forêts par la vente de crédits de carbone et de biodiversité, peuvent canaliser le produit de cette vente vers les entreprises de plantation de palmiers, pour qu'elles conservent les zones de forêt «à fort stock de carbone» qu'elles trouvent dans leurs concessions. Ainsi, elles couvrent leurs activités d'un «maquillage vert». Pourtant, la conservation des zones «à fort stock de carbone» ne change rien aux effets nuisibles d'un secteur qui consomme un grand volume d'eau, de produits agricoles toxiques, d'engrais chimiques et d'énergie fossile, et qui occupe d'énormes territoires où vivaient ou dont dépendaient de nombreuses populations. L'industrie du palmier à huile

n'offre pas une solution du changement climatique, loin de là: elle contribue à modifier le climat. Les plus touchés seront les peuples des forêts et les communautés paysannes, puisque l'expansion des plantations limitera de plus en plus leur accès aux terres et aux forêts. Pour eux, la forêt «à fort stock de carbone» n'est pas la seule qui compte; toutes les zones boisées dont ils ont besoin pour préserver leurs moyens d'existence et leur culture sont importantes.

D'autre part, les gouvernements des pays producteurs d'huile de palme et les transnationales de la filière ont réclamé avec insistance que les plantations de palmiers à huile changent de catégorie et soient considérées, non pas comme des cultures agricoles, mais comme des «forêts»! La définition de forêt que donne la FAO rend possible cette absurdité, puisqu'elle affirme qu'une forêt n'est qu'une étendue couverte d'arbres. Le but de ce changement de catégorie est d'accéder à «l'opportunité» qu'offrirait un accord sur REDD+ dans le cadre des négociations de l'ONU sur le climat qui se tiendront à Paris à la fin de cette année. Grâce à un tel accord, les entreprises de plantation de palmiers pourraient vendre plus tard des crédits de carbone, sous prétexte de promouvoir le «zéro déboisement» ou le «reboisement».

En mettant l'accent sur le déboisement, on laisse de côté toutes les répercussions nuisibles des plantations industrielles de palmiers à huile, dont les suivantes:

- **Destruction des moyens d'existence locaux et évictions.** Les régions où l'on promeut les plantations de palmiers à huile sont le foyer de paysans et de peuples indigènes et des zones abritant des forêts tropicales dont ces communautés dépendent aux plans économique, social, spirituel et culturel. C'est pourquoi les plantations industrielles de palmier à huile causent la perte de terres et du même coup des moyens d'existence des communautés, et notamment des femmes en raison de leur relation spécifique avec la forêt. Il en résulte l'éviction de ces communautés.
- **Abattage destructif et violations des droits de l'homme.** Dans de nombreux cas, ces plantations sont établies sur des terres qui ont d'abord fait l'objet d'une exploitation forestière destructive ouvrant ainsi la voie aux plantations de palmiers à huile. D'autre part, la pratique de déboiser par le feu pour établir les plantations de palmier à huile se poursuit depuis plus de dix ans en Indonésie, produisant une brume sèche qui persiste presque toute l'année dans le sud-est de l'Asie. Cette pratique nuit à l'environnement et à la santé de millions de citoyens et citoyennes.
- **Accès privilégié aux terres pour les entreprises, mais pas pour les communautés.** L'introduction du modèle de culture industrielle du palmier à huile dans un pays ou une zone donnée, au moyen de concessions foncières, garantit aux entreprises un accès privilégié aux terres agricoles durant de longues périodes, ce qui accroît leur pouvoir et leur influence. Partout, les luttes pour garantir les droits collectifs des communautés sur leurs territoires et une agriculture diversifiée et agroécologique contrôlée par la communauté deviennent de plus en plus ardues.
- **Conditions de travail misérables.** Le nombre d'emplois est en réalité faible, et les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile sont difficiles, bien souvent proches de l'esclavage. D'autre part, on a documenté de nombreux cas de travail d'enfants, ainsi que de toxicomanie chez les travailleurs et de prostitution. Les travailleurs sont également particulièrement touchés par l'obligation d'appliquer des produits agrottoxiques dans les plantations de monocultures, y compris des produits interdits dans plusieurs pays. Beaucoup d'entre eux contractent des maladies chroniques pour le reste de leur vie, sans pouvoir toucher une compensation.
- **Augmentation de la criminalisation des mouvements sociaux et de l'opposition locale.** Les communautés et les organisations qui les appuient, ainsi que les travailleurs et

travailleuses des plantations de palmiers à huile, sont confrontés aux violations des droits de l'homme et à la criminalisation des mouvements sociaux, qui ont tendance à augmenter partout sur la planète. Dans de nombreux pays, il y a aussi eu des assassinats, des détentions et la persécution de ceux et celles qui ne faisaient que lutter pour défendre les droits collectifs de leurs communautés chez eux et s'opposaient à l'invasion de leurs territoires par les entreprises de palmier à huile. D'autre part, les entreprises peuvent compter sur toutes sortes de services de protections offertes par les forces de sécurité de l'État.

La Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres, instituée en 2006, a pour but de rendre plus visible le nombre croissant de peuples et de communautés, qui figurent souvent parmi les plus marginalisés, en particulier les femmes et les jeunes, et qui luttent dans des régions et des pays divers contre les plantations industrielles de palmiers à huile, d'eucalyptus, de pins, d'acacias et d'hévéas. Les plantations à grande échelle sont inacceptables, pour les communautés locales mais aussi pour un monde confronté à une crise très grave aux symptômes multiples, dont le changement climatique, la détérioration économique et écologique, l'augmentation de la militarisation et la multiplication des violations des droits de l'homme.

Pour ces raisons, le présent bulletin vise à dénoncer l'expansion des plantations de palmiers à huile et à divulguer certains effets négatifs qu'elle a sur les peuples des forêts et sur leurs territoires. L'article sur la Papouasie occidentale attire notre attention sur une région difficile à atteindre, où l'expansion de ces plantations est en train de bénéficier aux grands conglomérats d'entreprises au détriment des populations indigènes et traditionnelles. Au Liberia, la campagne gouvernementale pour faciliter l'abattage d'arbres au profit de la culture à grande échelle de palmiers à huile est fortement inquiétante, surtout dans un pays où règnent l'exploitation forestière illégale et la corruption. À propos du Brésil, un rapport d'activités sur le terrain nous raconte comment la société minière VALE fait des plantations de palmiers à huile dans l'État du Pará, pour satisfaire la demande en agrocarburants des trains qui transportent le minerai de l'entreprise mais, surtout, pour confirmer son image prétendument «verte». Un autre article du bulletin met en lumière le rôle que jouent les banques et les investisseurs dans la spéculation sur ces plantations, en contribuant à fortifier et à développer les multinationales et en générant d'énormes bénéfices pour leurs actionnaires. Finalement, le bulletin nous rappelle que l'Afrique compte des millions de personnes qui dépendent du palmier à huile pour leur subsistance et leur culture, et que ces personnes le protègent et le considèrent comme une source de vie. Bonne lecture!

[Cliquez ici pour lire la Déclaration du 21 septembre](#)